

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale
de la protection
des populations

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

Service prévention des
risques environnementaux
N°IC 2003/3304
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V;

VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous les rubriques n°s 2111-1, 2170-2. de la nomenclature ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2005, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **L'EARL DE KERNEVEZ** », autorisant l'exploitation à PEDERNEC au lieu-dit « Kernevez » d'un élevage avicole de 84 600 animaux équivalents (soit 64 000 poules pondeuses et 20 500 poulettes);

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande présentée le 3 février 2012 par l'installation classée « **E.A.R.L. de KERNEVEZ (LE GUEN)** », sise « Kernevez » à PEDERNEC, en vue de :

- la restructuration interne et externe suite à la reprise partielle de 2 ateliers avicoles (un autorisé au nom de l' EARL ST RIEUX à Hénanbihen, l'autre autorisé au nom de l' EARL BLEPORO à Hénansal)

Cette restructuration s'accompagnera de l'arrêt de l'atelier poulettes sur le site ;

- l'augmentation du nombre d'animaux équivalents sur le site avant projet 84 500 animaux équivalents après projet 128 947 animaux équivalents (+ 44 447 animaux équivalents) ;
- la mise à jour du plan de gestion des déjections avec épandage d'une partie des fientes sèches sur les terres en propre du pétitionnaire (2, 7 % des fientes produites) et transfert de l'autre partie via un contrat de reprise avec la société HUON (97, 3 % produit normalisé) ;
- la construction d'un poulailler de 70 067 places (1 600 m²) ;
- la construction d'un hangar pour le stockage de fientes de 600 m² ;
- le réaménagement d'un poulailler P1 (bâtiment poulette) en hangar à matériel ;
- la déconstruction du poulailler P2 (bâtiment poulette) ;
- la demande de dérogation de distance vis à vis d'un tiers et vis à vis d'un forage ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur du 29 octobre 2012 ;

VU les délibérations des conseils municipaux de BEGARD, KERMOROC'H, PEDERNEC, PLOUISY, SAINT-LAURENT ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 5 décembre 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les installations sont dûment autorisées au titre des installations classées ;

CONSIDERANT que la restructuration externe a été autorisée par la Commission Départementale d'Orientation et d'Aménagement structure le 30 août 2011 ;

CONSIDERANT que la Commission Départementale d'Orientation et d'Aménagement marge du 22 février 2011 a attribué une quantité d'azote de 11 228 unités au pétitionnaire ;

CONSIDERANT les conclusions favorables du commissaire-enquêteur ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

1.1. - L'EARL DE KERNEVEZ, sise à PEDERNEC au lieu-dit "Kernevez Jaudy », est autorisée à exploiter à cette adresse, à moins de 100 m du tiers le plus proche et à moins de 35 m d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 128 947 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 128 947 poules pondeuses, sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 51 708 kg par an.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A,D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2111	1	A	Volailles, gibiers à plumes (activité d'élevage, vente, etc) à l'exclusion d'activité spécifique visées à d'autres rubriques	Elevage de poules pondeuses	> à 30 000 animaux équivalents	128 947	animaux équivalents
2170	2	D	Engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques	Séchage et maturation de fientes de volailles	Capacité de production supérieure à 1 T/jour et inférieure à 10 T/jour	4, 7	T/jour

A : (autorisation) ; D : (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
PEDERNEC	Elevage avicole	ZK	61 et 100

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 100 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- les écrans de végétation existants autour de l'installation seront maintenus ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation du(des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61- 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 3 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et dont la force portante est calculée pour un véhicules de 160 kilonewtons.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage et maturation des fientes dans des hangars, l'ensemble situé en annexe de son installation

3.1 - Installation.

3.1.1. – L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.2. – Les moyens mis en oeuvre sont :

bâtiments P1 – P2 – P3 : gaines de séchage dans les poulaillers et hangars de maturation

3.1.3 . - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également de trois hangars d'une surface totale de 1 337 m² et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.7. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures déjà en fonctionnement devra poursuivre son activité conformément aux éléments présentés dans le dossier annexés à l'arrêté d'autorisation.

3.2. - Exploitation - entretien.

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- Les quantités de fientes traitées,
- Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place.
- Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

3.2.4.1 – Fientes déshydratées utilisées comme produit normalisé destiné à être mis sur le marché

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les **six mois**, une recherche de métaux lourds : **cadmium, cuivre, plomb, zinc**.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : **E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques**. Un résultat de ces recherches **datant de moins de six mois** devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.2.4.2 - Fientes déshydratées utilisées en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire,

l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matière d'épandage d'effluents d'origine agricole définies réglementairement.

Le produit obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

3.2.4.3 – Fientes déshydratées utilisées comme matière premières pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2 170.

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité.

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 **pour 1 677 tonnes** d'engrais organique par an **soit 50 298 unités d'azote**.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits

ARTICLE 4 - Meilleurs Techniques Disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 – Insertion paysagère

Les écrans de verdure existants et permettant de limiter l'impact visuel de l'installation seront maintenus aux abords des bâtiments d'élevage et des annexes.

ARTICLE 6 -Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :

Le forage existant et abandonné sur la parcelle (section ZK n° 61) sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

Le forage existant sur la parcelle ZK n° 61 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour **analyse**, par un laboratoire

indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : **chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie**. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles (dalle de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.30 m de hauteur au dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ; la tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle s'élevant au moins de 0.50 m au dessus du terrain naturel) ;

- l'installation sera munie d'un dispositif de comptage ;
- une surface de l'ordre de 5 m x 5 m autour du forage sera neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Des dossiers de déclaration et d'incidence devront être déposés à la Direction Départementale de la Protection des Populations dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est

associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts;

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence

ARTICLE 8 - Résorption

La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de 50 298 unités par transfert, 1 427 unités d'azote par cessation.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 25 mai 2005.

ARTICLE 10 :

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de PEDERNEC pour y être consulté,
- affichée à la mairie de PEDERNEC pendant une durée d'un mois
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture,
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX).

- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

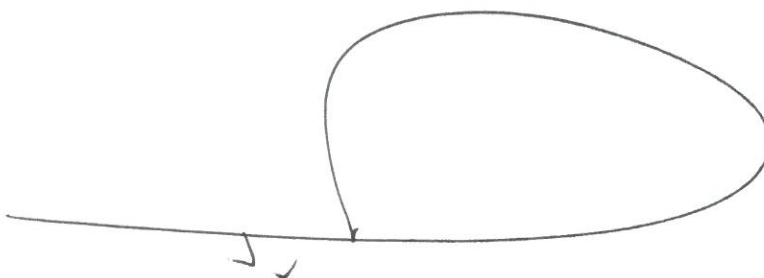
ARTICLE 13-

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de PEDERNEC et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de BEGARD, KERMOROC'H, PLOUISY, SAINT-LAURENT, TREGLAMUS.

SAINT-BRIEUC, le

17 JAN. 2013

LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a large, rounded loop that extends upwards and then back down to the baseline.

Gérard DEROUIN